

---

BRYAN D. JONES  
HEATHER A. LARSEN<sup>1</sup>

## FAIRE CAMPAGNE AU CENTRE, GOUVERNER À LA MARGE

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE 2000 ET  
LES PREMIERS PAS DE L'ADMINISTRATION BUSH<sup>2</sup>

Ni les modèles établis par les chercheurs ni la plupart des instituts de sondage n'ont prédit correctement qui serait le vainqueur de l'élection présidentielle de 2000 aux États-Unis – même si, bien sûr, cela dépend de l'intérêt qu'on porte au vainqueur du vote populaire ou à celui du collège électoral. Alors que, selon les modèles des chercheurs, la popularité et le succès de la politique économique du président sortant – le démocrate Bill Clinton – auraient dû bénéficier à son successeur à la candidature, Al Gore n'a pas obtenu la majorité des voix des grands électeurs. En même temps, les sondages d'opinion réalisés au cours des deux semaines précédant l'élection donnaient George Bush vainqueur, mais il n'a pas obtenu la majorité du vote popu-

laire. Cela fait de Bush le premier président, depuis Benjamin Harrison en 1888, qui obtient la majorité des voix des grands électeurs, mais pas celle du scrutin populaire. La majorité obtenue par Bush au sein du collège électoral (271 à 267) est la plus étroite depuis l'instauration du suffrage universel<sup>3</sup>, à l'exception des élections contestées de 1876<sup>4</sup>. Le fait que le résultat de l'élection dépende d'un État, la Floride, a déclenché un conflit constitutionnel à propos du fédéralisme et du rôle joué par les institutions dans le résultat final. En fin de compte, sept membres à vie républicains de la Cour suprême et deux démocrates, plutôt que les 104 millions d'Américains ayant participé au vote, ont choisi le vainqueur de l'élection de 2000.

173

---

1. Center for American Politics and Public Policy, University of Washington-Seattle.

2. Traduit de l'américain par Isabelle Richet.

3. En 1800, avant que les résultats du collège électoral soient déterminés par le vote populaire, Jefferson et Burr obtinrent le même nombre de voix, bien qu'ils aient fait campagne sur le même « ticket ». Burr devait être vice-président et, à l'époque, la Constitution prévoyait que le candidat arrivant second serait vice-président. La Chambre des Représentants, qui a la responsabilité de choisir le président lorsque le vote ne donne pas de résultat clair, élut alors Jefferson.

4. Une commission nationale fut formée pour déterminer le résultat de l'élection. Le républicain Rutherford Hayes l'emporta sur le démocrate Samuel Tilden par 185 voix contre 184 voix des grands électeurs, après les décisions prises par la commission à propos des résultats contestés des États.

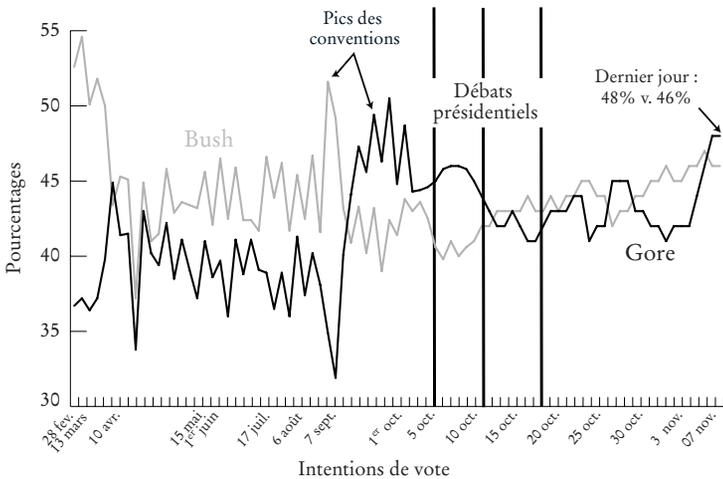
LA CAMPAGNE, LES DÉBATS  
ET L'OPINION PUBLIQUE

Le processus électoral américain est long et compliqué. Désormais, les prétendants à la présidence font ce qu'on appelle souvent une « campagne permanente », qui consiste essentiellement à collecter des fonds pour la longue course électorale qui les attend. Les partis politiques organisent des primaires dans la plupart des États. Au cours de celles-ci sont sélectionnés la majorité des délégués aux conventions des partis qui se réunissent durant l'été. Étant donné l'importance des primaires, les gagnants sont connus bien avant les conventions, mais la campagne électorale commence vraiment après celles-ci.

En 2000, les deux candidats arrivés en tête aux primaires étaient les deux hommes donnés vainqueurs depuis le début. Al Gore comme George W. Bush avaient l'avantage d'avoir des noms connus, un soutien organisé très tôt mis en place, de l'argent et des équipes. Des prétendants comme le démocrate Bill Bradley et le républicain John McCain se sont bien battus, mais leurs efforts ont été paralysés assez tôt dans la course des primaires. McCain réussit à gagner dans plusieurs des premiers États à voter, mais, à partir du 10 mars, il ne gagna plus rien. De son côté, Bill Bradley ne remporta aucune primaire. L'avantage d'être vice-président et de faire campagne au centre, contrairement à Bradley qui était nettement plus à gauche, a contribué à la victoire assez facile de Gore aux primaires. Le succès de Bush doit beaucoup aux fonds qu'il avait accumulés très tôt. En septembre 1999, la campagne de Bush avait déjà amassé 57 millions de \$ (à l'évidence les relations de papa Bush ont beaucoup aidé). L'avan-

tage financier du candidat Bush était suffisamment impressionnant pour forcer des concurrents comme Elizabeth Dole à se retirer de la course très tôt, dans la mesure où leur situation financière était tellement faible en comparaison qu'ils n'auraient pas pu survivre aux premiers affrontements du processus des primaires. Au moment où les conventions des deux partis se réunirent, il était connu depuis longtemps que les candidats choisis seraient Al Gore et George W. Bush.

Étant donné la stratégie des deux candidats de faire appel à l'électorat centriste en 2000, les avis positifs ou négatifs de l'opinion à leur propos étaient souvent fondés sur leurs personnalités plutôt que sur leurs positions politiques. Bush fit campagne sur les thèmes traditionnels des démocrates – comme l'éducation et la sécurité sociale. Les deux candidats faisant campagne sur les mêmes thèmes, le public chercha des différences dans leurs personnalités, car il était bien plus difficile de se prononcer sur les différences techniques de leurs propositions (vu la brillante stratégie de campagne de Bush). Dès le départ, Gore se trouva dans une impasse. Il lui fallait établir un lien entre les succès – en particulier dans le domaine économique – de l'administration Clinton, tout en se protégeant des souillures éthiques résultant de l'affaire Clinton-Lewinsky. Après tout, et malgré la débâcle, Clinton conservait un taux d'opinions favorables de 60 %. Au cours des primaires, Gore fut constamment présenté par la presse comme un candidat ennuyeux et terne, et ses taux d'opinions favorables – fournis par John Zogby et le *Washington Post* – reflètent cette image. Bush conserva la tête dans les sondages jusqu'aux conventions. Si les deux candidats enregistrèrent des



175

Figure 1. Sondages de la campagne présidentielle, Zogby International.

remontées de popularité au lendemain des conventions, celle de Gore fut plus importante et se maintint jusqu'au second débat présidentiel d'octobre. À partir de là, la course fut extrêmement serrée.

Contrairement à l'opinion dominante, le sondage de Zogby (figure 1) montre que le vainqueur du premier débat aux yeux du public fut Gore. Cependant l'avancée dans les sondages qui en résulta ne dura pas longtemps. L'état-major de Bush envoya des messages électroniques à ses partisans leur demandant de relever et de noter toutes les exagérations que Gore pourrait faire. Lorsque deux exagérations furent relevées et publiées, Gore fut taxé d'être un « producteur d'exagérations en série ». Gore fut aussi très critiqué pour son comportement au cours du débat pour avoir soupiré et roulé les yeux durant plusieurs remarques de Bush. Sa victoire initiale dans le premier débat fut présentée par l'état-major de Bush, puis par les médias, comme une défaite

majeure. Une fois de plus, la personnalité du candidat a eu beaucoup plus de poids que ses positions. Gore fit des efforts pour changer son style et plaisanter à propos de ces précédentes exagérations au cours des deuxième et troisième débats, mais il ne progressa pas de façon substantielle dans les sondages.

Dans les dernières semaines de la campagne, Gore réussit à limiter l'avance de Bush dans les sondages, au lendemain des trois débats. Dans de nombreux sondages parmi les derniers, comme celui du *Washington Post*, Bush devançait Gore avec 48 % contre 45 % des intentions de vote. Étant donné ces pourcentages, comment se fait-il que Gore ait en fait remporté le vote populaire le lendemain ? L'explication ne peut venir d'erreurs d'échantillonnage, puisque les principaux instituts de sondage donnaient une marge de victoire à peu près similaire à Bush. Le sondage de John Zogby donna les mêmes résultats que celui du *Washington Post* le 6 novembre. Mais, contrairement aux autres instituts,

Zogby continua à opérer des sondages le jour de l'élection. Ceux-ci donnaient correctement le vainqueur du vote populaire, Gore devançant Bush par 48 % contre 46 % ; en conséquence, Zogby est le seul à avoir prédit le résultat de l'élection qui illustrent les décisions de dernière minute des électeurs hésitants en faveur de Gore.

### LE JOUR DU VOTE

176 Comme prévu par la convention constitutionnelle de 1787, l'élection présidentielle est décidée par le vote des 538 personnes choisies comme membres du collège électoral (grands électeurs) et non par les millions de citoyens qui votent lors du scrutin. Chaque État reçoit un nombre de grands électeurs équivalent au total combiné de ses représentants et de ses sénateurs à Washington. Ensuite, les grands électeurs de chaque État votent en bloc pour le candidat présidentiel qui a reçu le plus fort pourcentage de votes lors du scrutin populaire de l'ensemble de l'État<sup>5</sup>. Ainsi, afin de gagner en 2000, un candidat devait obtenir 270 votes des grands électeurs.

Assez tôt dans la soirée du 7 novembre, sur la base des sondages effectués à la sortie des urnes (ou des questionnaires donnés aux électeurs au sortir des bureaux de vote), les médias nationaux déclarèrent Gore gagnant dans l'État crucial de Floride. Compte tenu des résultats de Gore dans d'autres États clés, la Floride avait assez de grands électeurs (25) pour assurer sa victoire à ce moment-là de la soirée. (Le sens politique de la campagne en Floride était d'autant plus important que le gouverneur de

l'État, Jeb Bush, était le frère de George W. Bush). Cependant, moins de deux heures après la proclamation de la victoire de Gore, les commentateurs de télévision se rétractèrent affirmant que les résultats étaient trop serrés pour se prononcer. Quatre heures plus tard, Bush fut donné vainqueur dans cet État. Après cette annonce, Gore téléphona à Bush et lui concéda la victoire mais, peu après, de nouvelles données indiquaient que les résultats de Floride n'étaient pas encore certains. Gore téléphona à nouveau à Bush pour lui annoncer qu'il ne reconnaissait pas sa victoire. Les résultats étant très serrés (une majorité de 1 784 voix, sur un total de 6 millions, accordée à Bush le 8 novembre), 67 conseils électoraux de comté décidèrent de recompter les voix à la machine (ce qui réduisit l'avance de Bush à 327 voix). Durant les cinq semaines suivant l'élection le résultat demeura incertain.

Par contre, depuis le jour de l'élection, il était tout à fait clair que plusieurs irrégularités s'étaient produites durant le vote dans l'État de Floride – et toutes avaient une très grande importance dans le contexte des résultats serrés du scrutin populaire. La première de ces irrégularités venait des interprétations erronées du bulletin de vote commises par de nombreux électeurs dans le comté de Palm Beach, à large majorité démocrate. Les électeurs furent déconcertés par le « bulletin papillon » qui présentait deux colonnes de noms de candidats adjacentes mais, entre les deux, une seule colonne de trous à percer pour indiquer leur choix. Le trou à percer le plus proche du nom de Gore était en fait celui qui correspondait au candidat du parti de

5. Selon la loi de l'État. Dans deux États, le Nebraska et le New Hampshire, le vote des grands électeurs s'appuie sur les résultats des circonscriptions.

la Réforme, Pat Buchanan. De nombreux électeurs déclarèrent par la suite qu'ils avaient voté accidentellement pour Buchanan à cause de ce bulletin de vote très confus, et le fait que Buchanan ait reçu quatre fois plus de voix dans ce comté, à la population en majorité juive et afro-américaine (alors que Buchanan s'oppose à bien des programmes favorisés de ces deux groupes), que dans aucun autre indique qu'il y avait bien un problème. Les électeurs qui essayèrent de percer le trou représentant Gore sur le bulletin – après avoir percé par erreur le trou « Buchanan » – votèrent en fait deux fois et leurs bulletins furent invalidés. Les 19 000 bulletins invalidés pour cette raison auraient pu donner une marge de victoire considérable à Gore<sup>6</sup>.

Après une longue enquête, le *Washington Post* a montré récemment que l'avance de Bush en Floride résultait en partie des nombreux votes par correspondance envoyés après le jour de l'élection ou qui ne respectaient pas les critères légaux. Alors que les votes de républicains résidant à l'étranger furent comptés malgré l'envoi tardif, dans le comté de Broward et trois autres comtés à majorité démocrate, un total de 664 votes de l'étranger furent invalidés pour cause d'envoi tardif ou d'autres raisons. D'autres irrégularités, personnel mal formé, machines périmées, manque d'interprètes, empêchèrent de nombreux électeurs de participer au vote dans des régions où la population hispanique ou afro-américaine est majoritaire. La Commission sur les droits civiques des États-Unis a publié un rapport le 4 juin dernier à propos de ces irrégularités, et de beaucoup d'autres. Le rapport

conclut que, en Floride, les Afro-Américains avaient dix fois plus de risque que les Blancs de voir leur bulletin rejeté. Une grande partie de ce préjudice vient de la volonté de la Floride d'exclure les criminels des listes électorales. (La loi de l'État de Floride exige que les personnes condamnées demandent la restauration de leur droit de vote, ce qui est souvent une procédure longue et coûteuse.) Cependant, dans ce souci de « nettoyage » des listes, des noms de personnes jamais condamnées furent aussi éliminés, car maintenus sur les listes de « purgés » bien que les noms et les informations communiqués lors de l'inscription sur les listes ne correspondaient pas à ceux de criminels. Le *Washington Post* estime que les irrégularités dues aux erreurs de « nettoyage » des listes électorales et au mauvais fonctionnement de machines à voter ont frappé les électeurs afro-américains selon un ratio de 9 à 1. Cela laisse entendre que l'administration de Jeb Bush était parfaitement consciente que sa politique agressive d'élimination des criminels des listes électorales aurait un impact ravageur sur les Noirs de l'État (qui auraient probablement voté pour Gore s'ils avaient pu le faire).

177

#### COMPTES DES VOIX, APPELS ET RÉOLUTION

Après la première tentative décompte des votes à la machine, les démocrates utilisèrent leur droit légal, accordé par la loi de l'État de Floride, d'exiger que les votes soient recomptés à la main dans quatre comtés du Sud de la Floride, où ils estimaient que toutes leurs voix poten-

6. Gerald M. Pomper, « The Presidential Election », in Gerald M. Pomper *et al.* (dir.), *The Election of 2000*, New York, Seven Bridges Press, 2001, p. 127.

tielles n'avaient pas été prises en compte. Selon l'interprétation de la secrétaire d'État républicaine de Floride, Katherine Harris, la loi de cet État exigeait que les résultats de cette procédure soient donnés au plus tard une semaine après l'élection. Un tribunal local lui ordonna de reconsidérer cette décision, mais elle confirma ce délai. Un seul des comtés fut à même de recompter les votes dans le temps imparti. Quand Harris tenta de certifier les résultats sans les décomptes des autres comtés, la Cour suprême de Floride intervint et exigea de tenir une audience sur la question. Les sept juges décidèrent à l'unanimité que les voix des électeurs devaient être le critère essentiel et que les bulletins devaient être recomptés à la main dans un délai de cinq jours. Une fois de plus, tous les comtés concernés ne furent pas à même de tenir ce délai et Katherine Harris n'accepta qu'un des rapports qui lui furent remis. Bush fut alors déclaré vainqueur dans l'État avec une majorité de 537 voix.

C'est à ce moment-là que la question du fédéralisme intervient, car la décision prise par la Cour suprême de Floride, qui avait ordonné que les bulletins soient recomptés à la main, fut invalidée par la Cour suprême des États-Unis. Gore contesta alors les résultats officiels fournis par Katherine Harris et fit appel d'une décision d'un tribunal local auprès de la Cour suprême de Floride, dans l'espoir d'obtenir une décision ordonnant que tous les bulletins surchargés soient recomptés dans tout l'État. La Cour suprême de Floride se prononça en faveur de Gore, à la suite de quoi l'avance de Bush fut réduite à 154 voix. Le lendemain, le 12 décembre, la Cour suprême des États-Unis invalida la décision de la Cour de Floride dans son arrêt historique « *Bush v. Gore* ».

Le 13 décembre, Gore admit sa défaite. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un tribunal non élu a décidé du résultat d'une élection présidentielle.

En général, la Cour suprême d'un État est l'autorité suprême pour interpréter la loi de cet État. Cependant, la Cour suprême des États-Unis peut renverser les décisions d'une Cour suprême d'un État si elle pense qu'elle est en contradiction avec la Constitution des États-Unis. L'équipe d'avocats de Bush argua que la Cour suprême de Floride avait violé la Constitution des États-Unis, en particulier la clause de « l'égalité devant la loi », car la Cour suprême de Floride, en accord avec la loi de cet État, avait autorisé les conseils électoraux des comtés à déterminer les intentions de vote des électeurs. Cet argument fut approuvé par un vote de 7 contre 2. Puis, dans un vote de 5 contre 4, la Cour suprême déclara que la Floride n'avait pas le pouvoir d'établir des critères au niveau de l'État pour le décompte des bulletins, arguant que la Constitution exigeait une décision rapide. De nombreux commentateurs ont noté que la Cour suprême actuelle s'était montrée très hostile au pouvoir fédéral et qu'elle avait utilisé les clauses de « l'égalité devant la loi » et de la « procédure légale régulière » du XIV<sup>e</sup> Amendement au compte-gouttes.

#### IMPLICATIONS POUR L'AVENIR DES INSTITUTIONS

Le fait que, en tant qu'institution, la Cour suprême des États-Unis a historiquement conservé la confiance du public a peut-être permis d'accorder une légitimité à son arrêt « *Bush v. Gore* ». Cependant il est possible que la Cour ne sorte pas indemne de cette débâcle. Le

juge Stevens, minoritaire, a invoqué le risque de perte de confiance du public : « En dépit du fait qu'on ne saura jamais avec une certitude absolue qui est le vainqueur de l'élection présidentielle de cette année, l'identité du perdant est tout à fait claire. C'est la confiance de la Nation dans le juge en tant que gardien impartial de la loi. » Le système électoral dans son ensemble en a aussi souffert. Dans un sondage réalisé le 13 décembre par Reuters/NBC/Zogby, 48 % des personnes interrogées déclaraient que leur confiance dans le système électoral avait été sérieusement ébranlée, et 37 % que Bush n'était pas un président légitime. À la suite de l'élection, des questions furent soulevées à propos du système des grands électeurs, mais il est fort improbable que cette institution soit modifiée (cela exigerait un amendement constitutionnel). Malgré les circonstances, le public s'est exceptionnellement bien comporté durant tout le processus. Il est resté calme et a manifesté une grande retenue durant les semaines d'incertitude. Alors que l'élection a montré très clairement les faiblesses du système de gouvernement américain, elle a aussi montré, de façon paradoxale, l'énorme degré de tolérance de la plupart des Américains à l'égard de ce système.

La force de l'institution présidentielle va aussi être mise à l'épreuve par les circonstances de cette élection. Beaucoup considèrent qu'elle a déjà été substantiellement affaiblie par le déclin de son pouvoir en matière de politique étrangère (fin de la Guerre froide) et le déclin des critères moraux qui y sont attachés (scandale Clinton-Lewinsky). Si l'on assimile la présidence à l'individu qui l'occupe, le pouvoir de George W. Bush apparaît assez faible. Il est entré à la Maison-Blanche sans mandat, après avoir perdu

le vote populaire, et dans des circonstances extraordinaires. Il a fait campagne au centre et l'électorat lui a donné mandat pour mener une politique centriste.

#### GOUVERNER À DROITE :

« L'ADMINISTRATION LA PLUS FAVORABLE AU BIG-BUSINESS DEPUIS CALVIN COOLIDGE »

Dès son premier jour à la Maison-Blanche, le président George Bush a montré très clairement qu'il allait gouverner à droite. Affirmant qu'il mettrait simplement en pratique ses promesses électorales, il a en fait choisi d'appliquer les aspects les plus conservateurs de son programme. Il aurait déclaré à ses conseillers et amis qu'il était déterminé à ne pas laisser l'extrême droite républicaine miner sa présidence, comme elle avait miné celle de son père. Un éditorial du *New York Times* a présenté l'administration Bush comme « l'administration la plus "favorable au big-business" depuis celle de Calvin Coolidge (1925-1929) ». Après une période initiale de « lune de miel », toutes les présidences passent par une période de réévaluation de la part de leurs critiques comme de leurs amis, et réorientent leur action en fonction du climat politique. À cette date, l'administration Bush n'a pas modifié d'un iota son idéologie, bien qu'elle ait tenté récemment d'adoucir quelque peu son style.

Nous passons en revue ci-dessous trois initiatives majeures de son administration et examinons les réactions de l'opinion publique face à ses premiers pas.

#### *La réévaluation des réglementations introduites par Clinton*

Le système américain de séparation des pouvoirs fait que, confronté à une

branche législative contrôlée par le parti opposé, un président conserve un pouvoir considérable d'indépendance dans l'action politique. Le *décret présidentiel* est l'un de ces instruments. Il s'agit d'un ordre formel émis par le président et qui a force de loi. Beaucoup de décrets présidentiels sont de nature administrative, mais un certain nombre ont d'importantes implications politiques. En outre, de nombreuses agences fédérales ont un pouvoir de réglementation. Certaines d'entre elles sont responsables devant le président ; d'autres peuvent être influencées par les pouvoirs budgétaires et législatifs du président. Les républicains prétendent que le président sortant a émis un nombre anormalement élevé de décrets et de réglementations, afin d'établir des critères de régulation anti-business plus stricts. En conséquence, l'administration Bush a décidé de passer en revue toutes ces mesures introduites par Clinton.

Une analyse des décrets présidentiels menée par le *Center for American Politics and Public Policy*<sup>7</sup> montre que Clinton ne se distingue pas des présidents d'après-guerre dans le nombre des décrets émis, ni même dans ceux émis à la fin de son second mandat. Dans toute la période d'après-guerre, seul George Bush père a émis moins de décrets par an que Clinton. Les présidents démocrates, par contre, ont toujours émis plus de décrets de fin de mandat, et Clinton ne fait pas exception (il est troisième avec 22 décrets, après Carter, 26, et Truman, 25 ; le républicain Dwight Eisenhower est quatrième avec 20). En outre, l'introduction de mesures de

réglementations est soigneusement contrôlée par la procédure légale ; le prétendu activisme régulateur de fin de mandat a survécu à de longues périodes « d'analyse et de commentaires ». Beaucoup des décrets de dernière minute sont en fait la conséquence du processus légal qui gouverne l'action administrative.

Il ne fait pas de doute, cependant, que l'administration Clinton a utilisé les procédures exécutives et régulatrices de façon disproportionnée pour protéger l'environnement. De vastes territoires réservés ont été créés dans l'Ouest par décret présidentiel au cours des deux dernières années de l'administration démocrate. Le Service des forêts des États-Unis avait commencé à appliquer une « politique sans routes » dans de nombreuses forêts nationales – politique décriée par l'industrie du bois –, tandis que l'Agence de protection de l'environnement de la Commission hygiène et sécurité avait introduit des standards ergonomiques sur les lieux de travail et des mesures concernant l'eau potable très controversés. Alors que l'administration Bush a cherché de façon très agressive à retarder ou renverser ces mesures, les démocrates, voyant là une opportunité politique, ont attaqué ses actions. La révision de la politique régulatrice tant vantée fut soudain mise en veilleuse, après la décision extrêmement discutée de repousser l'application des nouvelles limites de taux d'arsenic dans l'eau potable. L'image du président en a souffert. Un sondage réalisé à mi-juin par CBS et le *New York Times* montrait que 48 % contre 39 % des personnes inter-

7. Stephanie McNees, *The Discretionary Power of the Presidency : Executive Orders, Public Policy, and Governing, 1955-2001*, Seattle, Center for American Politics and Public Policy, 2001.

rogées étaient en désaccord avec la politique du président Bush en matière d'environnement.

### *Le Budget, les impôts et le sénateur Jeffords*

Le 25 mai dernier, le Congrès a voté un plan de réduction d'impôts de 1,35 milliard de \$, avec un large soutien bipartisan. Le plan comprend une réduction des taux d'imposition ; il comprend également une réduction des impôts des couples mariés qui remplissent leur déclaration en commun et des droits de succession. Enfin, sur l'insistance des démocrates et de républicains influents comme Charles Grassley, de l'Iowa, président de la commission des finances du Sénat, la loi prévoit des rabais forfaitaires directs pour les contribuables. Dans l'ensemble, il s'agit de la loi fiscale la plus bizarre jamais votée aux États-Unis. C'est une loi très importante – sans doute la plus importante votée sous l'administration Bush. Cependant, avant son passage, ce n'était pas une priorité aux yeux de l'opinion publique. La plupart des Américains affirmaient que l'éducation, la santé et la solvabilité du système public de retraites (sécurité sociale) étaient plus importantes à leurs yeux que les réductions d'impôts. Les économistes étaient pratiquement unanimes à penser que la loi fiscale ferait peu pour freiner la défaillance du cycle économique, bien que Bush ait fait de ce point un argument clé pour « vendre » son plan. Et, pour la première fois dans l'histoire américaine, les principaux changements n'interviendront que dans l'avenir. Ainsi, la baisse des taux ne sera pleinement appliquée qu'en 2006 et les droits de succession ne seront supprimés qu'en 2010. Selon une mesure encore plus bizarre, tout le plan doit prendre fin en 2011, le Code fiscal

revenant alors au *statu quo ante*. La raison doit être recherchée dans la volonté de projeter des budgets équilibrés durant toute cette période, ce qui ne sera pas possible lorsque la génération du *baby boom* commencera à partir à la retraite après 2010. Cette mesure étrange a permis au représentant démocrate de New York, Charles Rangel, de déclarer que la loi fiscale de Bush représentait en fait la hausse d'impôts la plus importante de l'histoire des États-Unis.

En fait, aucun analyste sérieux du budget n'aurait l'audace de faire des prévisions à dix ans. De toute façon, les politiques budgétaires vont probablement causer pas mal de pression sur les dépenses. Le plan fiscal de Bush devra certainement être modifié à la lumière des conditions financières changeantes dans les années à venir, mais il signale sans doute que la période de large surplus budgétaire est en train de toucher à sa fin.

Le sénateur modéré du Vermont, James Jeffords, principale épine dans le pied de l'administration Bush, a forcé une baisse du montant global de la réduction d'impôts de 1,35 milliard de \$, et il se montre préoccupé par les plans de l'administration consistant à limiter les dépenses pour les programmes en faveur des enfants handicapés dans le projet de loi sur l'éducation. Bush contre-attaqua en faisant pression sur Jeffords, mais celui-ci riposta en quittant le parti républicain. Jeffords annonça sa décision la veille où le président remporta son plus grand succès : le vote de sa loi fiscale par le Sénat par un vote de 62 à 38. Puisque, en pratique, Jeffords va désormais voter avec les démocrates, les républicains ont perdu le contrôle du Sénat. L'annonce de sa défection, et non celle de la loi fiscale, fit la une des quo-

tiens et des journaux télévisés. Nous ne savons rien des échanges entre l'administration Bush et le sénateur Jeffords, mais le moment choisi par celui-ci pour annoncer sa décision laisse entendre qu'il était de très mauvaise humeur.

### *La politique étrangère*

182 La fin de la Guerre froide a révélé des tensions à la fois prévisibles et surprenantes entre les démocraties occidentales. L'incapacité des pays européens à mettre en place une politique efficace face à la crise des Balkans et la supériorité évidente des armements américains ont embarrassé les dirigeants européens durant l'administration Clinton. Plus que tous ses prédécesseurs, Clinton a essayé de faire du commerce un élément à part entière de sa politique étrangère. Cette position partait d'une approche « libre échangiste » qui lui a aliéné de nombreux dirigeants syndicaux. Clinton semblait parfois incapable de mener une politique étrangère cohérente, mais son administration donnait l'impression de s'intéresser de très près aux problèmes du monde et de s'efforcer de leur trouver des solutions. Ses efforts frénétiques de dernière minute pour trouver une solution à la crise du Moyen-Orient ont échoué, mais en montrant que Yasser Arafat était un dirigeant incapable d'accepter un accord très favorable, il a, au moins, permis de mettre en lumière les vraies lignes de clivage dans ce conflit. Bush, à l'opposé, est entré sur la scène mondiale par une série d'actions qui, dès les premiers mois, ont mis en évidence leur caractère unilatéral et fermé à la consultation de sa présidence. Les spécialistes de politique étrangère qui l'entourent donnent l'impression de connaître les solutions sans comprendre tout à fait les problèmes. Sa défense

vigoureuse d'un nouveau bouclier antimissile (qui requiert l'abrogation du traité sur les missiles antibalistiques de 1972) ; la décision de ne pas ratifier le protocole de Kyoto ni de chercher à modifier la structure interne des Nations unies ; la décision de se retirer du processus de paix au Moyen-Orient, et celle de mettre un terme aux discussions formelles avec la Corée du Nord représentent un renversement de toute la politique étrangère de l'administration Clinton. Ces choix sont très controversés. À ce jour, l'administration a fait marche arrière à propos de la Corée du Nord et du Moyen-Orient, et l'abandon du protocole de Kyoto a provoqué une profonde consternation dans les autres pays, de même qu'aux États-Unis. La défense vigoureuse du bouclier antimissile suscite la controverse à l'étranger et, si elle est mise en pratique, elle va entraîner de sérieuses difficultés budgétaires aux États-Unis.

À première vue, cette administration a une politique étrangère unifiée et systématique, centrée sur « l'Amérique d'abord » et marquée par une approche fortement unilatérale. Mais cette politique ne tient pas face à l'opposition de l'étranger comme de l'intérieur des États-Unis.

### LA RÉPONSE DU PUBLIC AUX PREMIERS PAS DE L'ADMINISTRATION BUSH

Il est certes dangereux de juger une présidence à partir des sondages d'opinion, et tous les présidents connaissent des baisses de popularité alors que les difficultés de gouverner, dans une démocratie où l'opposition a la motivation et les moyens de les critiquer, se font sentir. Abandonnant toute prudence nous le faisons quand même, et les premiers

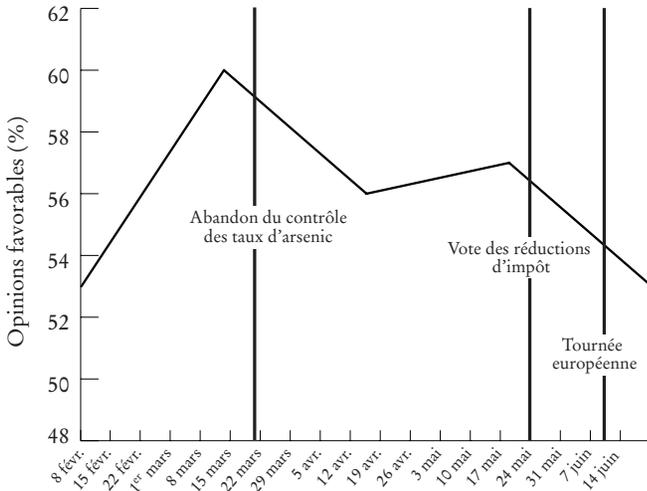


Figure 2. Sondage CBS/New York Times, opinions favorables au président George W. Bush.

résultats ne sont pas prometteurs pour le président. Le graphique 2 illustre l'évolution des opinions favorables à Bush : une hausse, après que les Américains eurent mis de côté les controverses de l'élection, puis une baisse qui commence en mars, avec la décision de réviser les mesures de réglementation de Clinton. L'évolution n'est pas surprenante. Nous avons là un président sélectionné par un processus compliqué qui a, en fait, donné la majorité de gouvernement naturelle au démocrate Al Gore. Ce qui est surprenant dans ces chiffres, c'est l'absence de remontée de popularité après une victoire législative majeure et une tournée à l'étranger. Il semblerait que la décision de « gouverner à droite » commence à produire ses effets. D'autres aspects du sondage ne sont pas non plus très favorables à Bush : 40 % pensent qu'il ne tiendra pas sa parole et 44 % qu'il n'a pas le respect des dirigeants étrangers (contre 37 %). 46 % (contre 39 %) sont en désaccord avec sa politique en matière d'environnement, et 55 % (contre 33 %) sont en désaccord avec sa politique concernant l'énergie. À cette date, la plupart des propositions législatives les plus importantes de Bush ont été soit appliquées (la baisse des impôts), soit sont sur le point d'être appliquées avec des compromis (la loi sur l'éducation) ou sont soumises à des changements majeurs par rapport au projet initial (la « charte des droits » des malades, sa politique énergétique). Étant donné son statut de « président sans mandat », cela n'est pas un si mauvais bilan. Mais c'est un bilan qui n'amène aucune amélioration substantielle de sa modeste popularité, et beaucoup de dirigeants républicains commencent à s'inquiéter de leurs chances lors des élections de mi-mandat de 2002.

CONCLUSION

La politique américaine est devenue plus divisée et plus idéologique durant le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Dans un système

où les partis sont prétendument faibles, l'appartenance politique détermine les votes au Congrès plus précisément qu'à aucun moment de l'histoire récente. Alors que la plupart des Américains sont politiquement centristes, la couche active – ceux qui votent et qui suivent les informations politiques – est plus partisane et idéologique que dans le passé. Mais l'élection de 2000 et ses conséquences ont ajouté une autre dimension à la politique partisane. Au cours d'une élection serrée, la Cour suprême est intervenue pour forcer un accord qui a été clairement dicté par la couleur politique des juges. Dans une décision disputée – 5 contre 4 –, la Cour s'est appuyée sur un raisonnement légal très faible, a inventé un nouveau droit de procédure légale régulière que seul George Bush a pu exercer<sup>8</sup>, et elle est entrée dans l'arène politique bien que la Constitution spécifie très clairement comment de telles élections contestées doivent être traitées : par le nouveau Congrès élu.

Le style de Bush a nourri la rancœur partisane. En faisant campagne au centre et en gouvernant à droite, Bush a fait en sorte qu'à l'avenir le climat politique soit encore plus agressif et partisan. Ce pari est fondé sur l'idée que la droite conservatrice va continuer à être la principale force politique au début du XXI<sup>e</sup> siècle, comme elle l'a été depuis 1980. Il ne fait pas de doute que, depuis l'élection du président Ronald Reagan cette année-là, la plupart des idées politiques les plus importantes sont venues des conservateurs. La présidence Clinton a

été caractérisée par sa capacité à détourner et canaliser les énergies conservatrices dans une direction plus centriste.

D'un autre côté, l'équilibre entre les partis est plus serré qu'il ne l'a jamais été depuis la période menant à l'élection présidentielle extrêmement importante de 1896. À cette occasion, le parti démocrate avait abandonné le centre, formant une coalition entre les forces rurales populistes et la classe ouvrière urbaine. Le résultat fut qu'il resta minoritaire jusqu'en 1932. Nous pensons que l'élection de l'an 2000 risque de représenter un tournant majeur, à cause de ses résultats serrés et de la façon dont elle s'est conclue. Nous avons le sentiment que l'hégémonie conservatrice dans le domaine des idées innovatrices, qui a caractérisé la politique américaine à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, connaît un sérieux reflux. Pourtant, nous ne voyons pas de clair mouvement d'opinion en faveur d'une politique libérale, centrée sur le gouvernement. De nombreux Américains semblent opter pour des solutions plus centristes et pragmatiques que celles que l'administration Bush leur offre. Si nous ne nous trompons pas, la question clé de la politique américaine dans un avenir proche est de savoir si les démocrates peuvent retrouver le centre, ou si la gauche idéologique va les pousser trop loin de l'opinion moyenne (comme elle l'a fait dans les années soixante-dix). Dans ce dernier cas, le peuple américain, en général centriste et pragmatique, devra continuer de supporter des partis bien plus extrêmes qu'il ne le souhaiterait.

8. La Cour a indiqué que Bush pouvait arguer que la procédure légale régulière lui avait été refusée à cause des procédures de compte des bulletins en Floride, mais que les autres groupes, telles les minorités protégées par le XIV<sup>e</sup> Amendement, ne pouvaient pas le faire.